

... si l'on veut empêcher que se développe « **le circuit des perdants** », il faut alors que les marchés transitionnels soient « correctement structurés, animés et financés ». Il s'agit de rechercher « de nouveaux espaces et de nouvelles modalités de confrontations de l'offre et de la demande » d'emploi.

Or cela coûte cher en accompagnement, en formation et en aide à l'emploi. Notre vrai problème est là : la société française acceptera-t-elle d'être assez solidaire pour investir de l'argent au profit des actuels perdants ? Pour arbitrer en faveur de l'efficacité sociale, et peut-être au détriment d'un peu d'efficacité économique ? Pour que la main visible des organisations se substitue à la main invisible du marché ? Bref, pour que les banlieues paraissent au moins aussi importantes que la réussite du pays en bourse ?

Ce n'est évidemment pas joué. L'expérience des vingt années passées a montré que notre société est suffisamment riche pour se payer le luxe de pauvres et d'exclus en quantité croissante à ses portes, sans mettre en danger son fonctionnement et son enrichissement. Il faut regarder cette réalité en face : nos sociétés n'ont plus besoin des pauvres. C'est une grande nouveauté : du temps de Marx, il fallait des pauvres pour fournir des forces du travail. Du temps de Keynes, il en fallait pour consommer la production de masse. Aujourd'hui, les pauvres sont des « **inutiles au monde** », selon la formule de Robert Castel. La production s'en passe, la consommation aussi. Nous pouvons entretenir *-a minima-* nos pauvres, en les parquant (les cités), en les nourrissant (le RMI) et en les surveillant (« les sauvageons ») : la société dans son ensemble est assez riche pour cela. Et lorsque les hasards de l'existence font que des perdants se trouvent dans des familles aisées, la solidarité familiale peut régler le problème..

Voilà donc le défi que nous devons relever : celui du droit à l'emploi, entendu non pas comme l'obligation de donner à chacun un poste de travail, mais comme un ensemble de qualités professionnelles, de compétences, de formation, de suivi, de soutien ... dont chacun puissent disposer pour que, sur le marché du travail, il n'y ait pas de perdants, d'exclus, de stigmatisés, de relégués. **C'est un défi politique, pas un défi économique. Et nous avons les moyens de cette politique. En avons-nous la volonté ?**

NB. Face à un ensemble de besoins non satisfaits, l'association **Marathon JOB-EUROPA**, créée en juin 2001 dans les Bureaux parisiens du Parlement européen, propose inlassablement un projet alternatif basé sur **l'économie solidaire, le « pouvoir d'agir citoyen », le sport-emploi et la nécessité d'une autre Europe.**

« **Rondes pour l'emploi solidaire** », puis, à suivre, **TRANS-EUROPA** et **CIRCUM-MEDITERRANEA** en ligne, visionnaires et présumées utopistes au début, l'évolution détestable et programmée de l'actualité en démontre aujourd'hui la cohérence et le « bien fondé ». Alors ?